

Il n'y a jamais eu un développement fondé sur le capital étranger
Pr Samir AMIN, directeur du forum du tiersmonde

En animant une conférence sur « Perspectives altermondialistes, Auto-structuration en Chine, Révoltes des peuples arabes, Crise au Sahel », samedi dernier à l'Ucad, le Pr. Samir Amin est revenu sur les raisons profondes qui expliquent le succès économique fulgurant de la Chine et le « désastre » qui frappe actuellement l'Égypte et le Mali. L'une des raisons avancées par le président du Forum du Tiers-monde est la présence d'un projet national souverain en Chine et son absence dans les deux autres pays.

Qu'est-ce qui réunit, sur le plan économique, des pays aussi différents que la Chine, l'Égypte et le Mali ? Pour le Pr Samir Amin, c'est le fait qu'ils sont confrontés aux mêmes défis : la domination du capitalisme des monopoles et impérialiste des pays du Nord (Europe, États-Unis). Seulement, tandis que le peuple et l'État chinois relèvent le défi avec succès, le Mali et l'Égypte n'y arrivent pas, et par conséquent, sont en proie à des désastres sociaux et politiques. Selon le Pr Samir Amin, contrairement au discours dominant, le succès chinois ne résulte pas d'une bonne insertion dans la mondialisation. « *L'Égypte et le Mali sont intégrés dans la mondialisation de façon inconditionnelle – et c'est là l'origine du désastre – alors que la Chine est insérée dans ce processus mais d'une manière conditionnelle par elle-même, et c'est la clé de son succès* ». En d'autres termes, les Chinois ont conditionné leur entrée dans la mondialisation par la mise en place d'un projet national souverain, contraignant les Occidentaux à s'adapter à leurs besoins de développement. Alors que l'Égypte et le Mali n'ont pas de projet national.

Système des changes flexibles

En acceptant les injonctions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (Fmi), consistant à ouvrir leurs portes sans conditions, ces pays (l'Égypte et le Mali) ont permis au capital étranger de perpétrer des opérations de razzia des ressources naturelles ou d'exploiter la main d'œuvre à bon marché sans que cela constitue des éléments de construction d'un système productif national. « *Aucun pays qui a ouvert ses portes (au néolibéralisme) ne s'est développé – même si l'on peut noter ça et là des taux de croissance assez importants* ». Le Pr Amin reste formel : dans l'histoire, « *il n'y a pas eu un développement fondé sur le capital étranger* ». Cependant, pour des raisons géostratégiques – et c'est là les seules exceptions – les États-Unis ont toléré un capitalisme souverain et nationaliste en Corée du Sud et en Taïwan. D'où le succès de ces deux pays. Selon le Pr Amin, il y a deux caractéristiques de cette désobéissance de la Chine à la domination du capitalisme : l'accès au sol agricole et la non participation à la financiarisation monétaire. Avec le Vietnam, la Chine est le seul pays où la terre agricole n'est pas susceptible d'appropriation privée – elle est un bien national confié aux communautés villageoises – explique-t-il. Ce qui est le produit d'une politique « *exceptionnellement intelligente* ». L'autre clé du succès chinois consiste, malgré une entrée fracassante dans la mondialisation à partir des années 1990, au refus de participer au système financier et monétaire mondialisé et le système des changes flexibles. « *Le yuan est la monnaie de la Chine, et c'est votre problème* », semble dire les Chinois ; exactement à la manière dont les États-Unis, en 1971, lorsqu'ils supprimaient la convertibilité du dollar à l'or, se sont adressés à l'Europe. En ce qui concerne le Mali et l'Égypte, « *ce sont des pays qui ont obéi et continuent d'obéir à l'ordre néolibéral* » avec son cortège d'ajustements structurels et de privatisations qui, en réalité, ne sont qu'un pillage, un bradage des entreprises publiques vendues aux généraux de l'armée et aux commerçants (pour le cas de l'Égypte) Ce « *capitalisme des petits copains* » a contribué, en

Egypte, à la formation de gens riches mais pas d'une classe d'entrepreneurs. Et c'est cela qui est à l'origine du désastre économique et social qui frappe ce pays actuellement, avec comme moyen de gestion (du système) une dictature sanglante, souligne Samir Amin. Selon lui, l'explosion (la révolte) qu'a connue ce pays, il y a deux ans, était prévisible. Même si cette « révolution » n'a pas véritablement changé le système dans la mesure où le Mohamed Morsi a rejeté le programme alternatif précis des révolutionnaires pour un autre programme également précis, celui du Fmi et de la Banque mondiale.

Catastrophe économique et sociale

Concernant le Mali, derrière la confrontation entre forces laïcs et celles qui se réclament de l'Islam, il y a la catastrophe économique et sociale. Pourtant, au lendemain de l'indépendance, il y a eu une tentative d'un projet malien souverain qui, à l'époque, a fait reculer la France car il y avait également un projet consistant à détacher cette région riche en ressources naturelles et des pays maghrébins et de ceux de l'Afrique au Sud du Sahara pour en faire un Sahara français. Ce projet souverain malien a été enterré avec l'arrivée du dictateur Moussa Traoré. *« Le malheur pour le Mali, c'est que la libération de la dictature de Moussa Traoré a coïncidé avec la grande victoire du néolibéralisme et que ni Alpha Oumar Konaré, ni Amadou Toumani Touré n'ont pu résister à l'insertion, la soumission du Mali à cette mondialisation. Et le désastre social a continué. Rien n'a été corrigé. Un désastre qui explique le succès de mouvements qui se réclament de l'Islam [et qui ont momentanément occupé le Nord du Mali] ».* Cependant, le vrai défi pour ce pays, c'est la soumission au néolibéralisme ou la création d'un projet alternatif, dit Samir Amin. Reste à savoir, face au désastre du libéralisme, quel modèle de développement pour l'Afrique ? *« Ce modèle on l'invente en résistant au libéralisme »,* conclut le Pr Samir Amin.

Article de : Seydou KA